

Un deuxième facteur clé de l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale est l'existence d'un système commercial à la fois stable et efficace. J'ai fait allusion il y a quelques instants aux possibilités d'exportation qui s'offrent à votre industrie. Le commerce mondial des céréales s'est établi à plus de 200 millions de tonnes métriques l'an dernier, soit plus du double du volume d'il y a dix ans, mais la part du Canada est passée de 18% à environ 11%. Outre nos efforts en vue d'améliorer l'infrastructure nationale pour les exportations, nous avons mûrement réfléchi, tant à l'occasion de discussions au pays qu'au sein d'instances internationales, aux conditions nécessaires pour hausser la production de denrées et de céréales afin de répondre à la croissance prévue de la demande. Qu'il s'agisse de production canadienne ou de production mondiale, nous sommes convaincus que les stimulants nécessaires pour les producteurs efficaces doivent venir des prix du marché. Nous ne croyons pas que la subvention gouvernementale de la production ou le soutien artificiel des prix soient la bonne voie. En termes réels, les prix actuels du blé canadien équivalent à environ la moitié de ceux de 1973-1974 et se rapprochent des prix très bas de 1976-1977. Il est manifestement nécessaire d'apporter des modifications au niveau des prix, sans quoi les meilleurs efforts des gouvernements nationaux, - que ce soit au Canada, aux États-Unis, en Afrique ou en Inde - resteront sans effet.

Voilà pourquoi nous disons que le marché mondial doit faire face à cette réalité et payer un prix raisonnable aux producteurs efficaces. La Communauté économique européenne a eu recours à des mesures de soutien artificiel des prix, et nous croyons fermement que cette décision a amené de sévères distorsions de la production mondiale et des tendances commerciales qui ont nui aux producteurs à l'extérieur de la CEE. Nous avons toujours été troublés par les politiques européennes visant à maintenir les prix intérieurs des céréales bien au-dessus des niveaux internationaux, avec les augmentations de production qu'une telle situation entraîne. Évidemment, cette situation réduit nos perspectives de commerce avec la Communauté, mais le problème s'aggrave bien davantage lorsque le recours à des subventions à l'exportation dans des marchés tiers se traduit par une réduction des revenus de producteurs qui, comme les nôtres, dépendent du marché mondial pour leurs profits. Nous croyons que les pays devraient chercher sérieusement à réduire tout programme qui a un effet dépressif sur les revenus de ces producteurs.

C'est pourquoi le Canada et d'autres grands exportateurs de céréales sont intéressés au plus haut point par l'issue des discussions en cours entre la France et ses partenaires de la CEE sur la réforme de la politique agricole commune. La Communauté a maintenant une occasion